

« La qualité de l'eau passe par celle de l'agriculture »

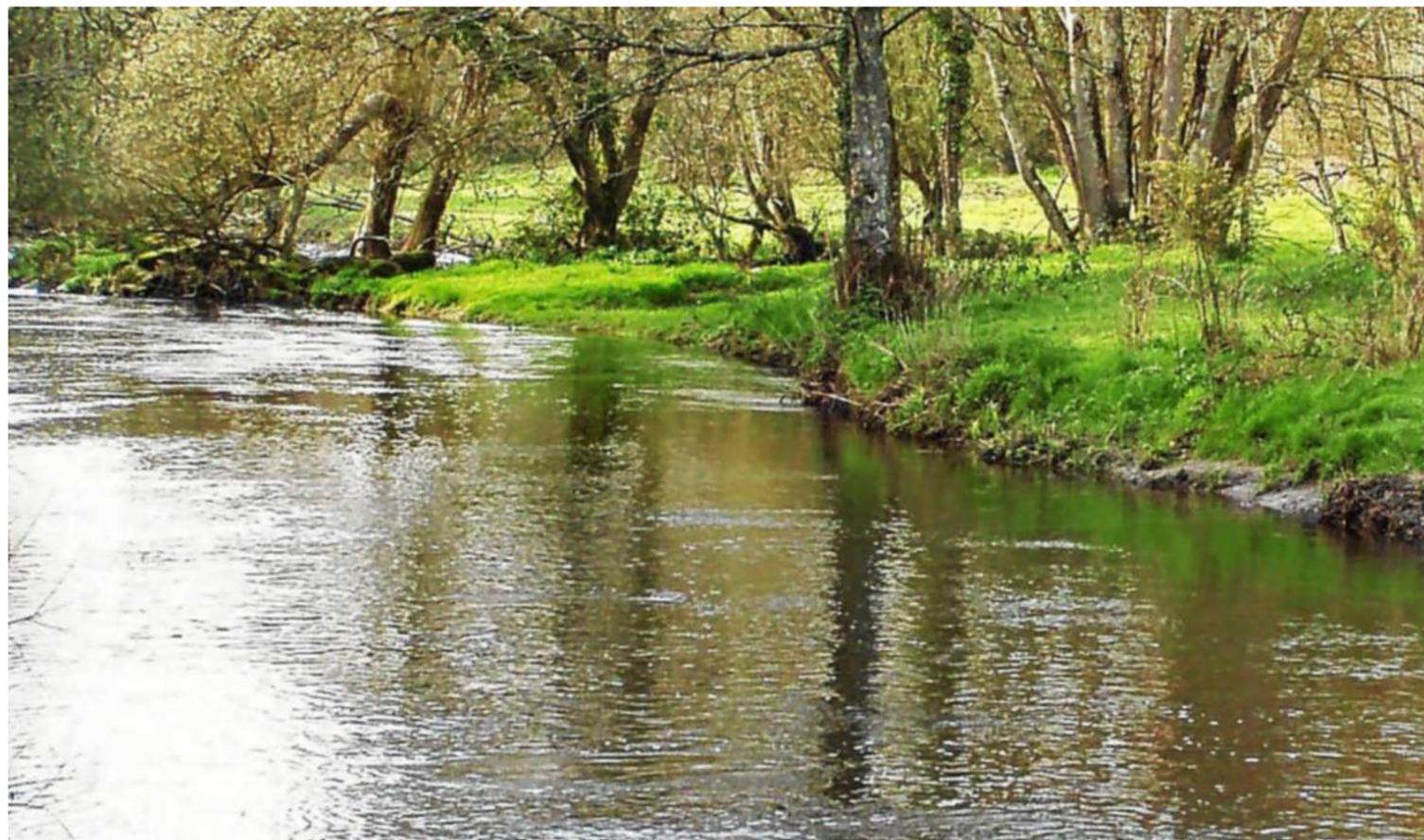
À l'occasion de la programmation du film « Bretagne, une terre sacrifiée » (*), Arnaud Clugery, le porte-parole d'Eau et rivières de Bretagne mesure les progrès réalisés depuis 50 ans tout en prônant des changements radicaux pour sauvegarder la qualité de l'eau.

Chesnais-Girard entre la faucille et le marteau



Philippe Créhange

« Et les usines, et l'écologie ». C'est le slogan brandi par Loïg Chesnais-Girard, président du conseil régional de Bretagne, pour définir sa ligne environnementale. Un sujet au cœur de la campagne des régionales qui s'annonce en Bretagne. Vrai programme ou façon polie d'envoyer paître Europe Écologie les Verts (EELV), qui prône une transformation radicale du modèle agricole breton ? Les deux. À l'image de son mentor Jean-Yves Le Drian, l'actuel président PS de Région ne porte pas le parti écolo dans son cœur. Pour autant, pas sûr qu'il aille jusqu'au bras d'honneur adressé par Le Drian à EELV comme aux deux dernières élections. Question de génération. Enfant du Celib, Le Drian compte pour référentiel l'agriculture productiviste. Comme beaucoup de quadras socialistes, telles que la maire de Rennes Nathalie Appéré dont il n'est pourtant pas proche, Chesnais-Girard ne cache pas sa conversion récente à une forme d'écologie politique. Son programme : zéro phytos de synthèse en 2040 et fin des importations de sojas OGM. La BreizhCop est passée par là. Suffisant pour faire front commun avec EELV en temps voulu ? En bon Hollandais, Chesnais-Girard est un homme de synthèse, gardien d'un équilibre entre emplois et préservation de l'environnement. Très loin de la ligne portée par certains Khmers verts. La désignation du candidat écolo en Bretagne - Claire Desmares-Poirrier ou le plus LCG-compatible Ronan Dantec - en dira plus sur les chances d'une alliance « Et le PS, et EELV ». La confirmation de la candidature de l'ex-maire de Langouët, Daniel Cueff, aussi. Car plus les verts seront divisés, plus Chesnais-Girard sera fort.



« Pour inverser les méfaits de l'industrialisation du territoire, il faut passer par un plan bocager qui favorise la création d'emplois, le stockage du carbone, la biodiversité, etc. », estime Arnaud Clugery. Photo Le Télégramme



Arnaud Clugery, porte-parole d'Eau et rivières de Bretagne. Photo T. Kerscaven

Propos recueillis par Flore Limantour

Eau et rivières de Bretagne a été pionnière en matière de défense de la qualité de l'eau. Quels sont les changements que vous constatez depuis 50 ans ?

Ce qui a changé le plus, c'est la maîtrise des pollutions industrielles. Les pollutions, comme celle de la Laïta par les papeteries qui a généré la naissance d'Eau et Rivières sont beaucoup plus rares. Elles sont prises pour des catastrophes. Avant, la catastrophe était permanente. Aujourd'hui, quand une laiterie rejette les résidus de sa fabrication de beurre dans la rivière - c'est le cas de la pollution de Lactalis à Liffré - ça fait la une de l'actualité et des poursuites judiciaires sont engagées. Les villes et les industries protègent l'eau car elle est le premier atout économique de l'économie. Il en est de même pour les déchets solides... Les décharges sau-

vages sont quasiment éradiquées. On a vécu un changement de paradigme dans la relation à notre environnement. La pollution visible n'est plus admise.

Sur quels obstacles butez-vous actuellement ?

La pollution invisible fait malheureusement l'objet de débats, malgré des perturbations majeures qui portent atteinte à l'environnement. Ces débats sont entretenus par des mécanismes abjects mis en place par des multinationales. Je ne parle pas de complotisme mais de lobbies qui utilisent des moyens très habiles pour entretenir le doute sur la nocivité. C'est ce qu'on a connu pour l'amiante, pour le tabac et aujourd'hui pour les pesticides, les nitrates et l'artificialisation des sols. Des mécanismes qui échappent au grand public mais qui visent à verrouiller la possibilité de tout changement.

Les agences de l'eau et les Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) jouent-ils un rôle important dans la protection de l'eau ?

Nous avons besoin de politiques publiques plus efficaces. Nous n'avons plus le temps d'attendre. La Bretagne est sinistrée, même si l'eau qui arrive au robinet est à plus de 90 % potable au prix de traitements coûteux. Seules 3 % des masses d'eau sont en bon état écologique en Ille-et-Vilaine ! L'industrie agricole et agro-alimentaire a fait l'essor économique de la Bretagne, sans en mesurer les externalités négatives. Et ce, aussi

bien localement qu'en Amérique latine par la déforestation de la forêt primaire au profit du soja. Pour alimenter le cheptel breton, il faut l'équivalent de deux Bretagne en surface agricole utile. On soutient donc les réflexions autour d'un plan protéines breton et la relocalisation des productions. Heureusement, on a la chance d'avoir en Bretagne des systèmes laitiers à base d'herbe de la

« Tout ne doit pas reposer sur les seules épaules des agriculteurs. Les pollutions bactériennes qui ont pollué la rivière d'Etel sont humaines... Les consommateurs ont, aussi, leur responsabilité en faisant leurs achats., etc. »

méthode Pochon et 3 000 exploitations en agriculture biologique. On a de vrais savoir-faire et de vraies compétences développées dans la région pour une alternative au modèle industriel.

Il faudrait donc en passer par un changement radical du modèle agricole et agroalimentaire breton ?

Il faut une réduction du cheptel agricole breton. Surtout au regard de la faible valeur ajoutée qu'il procure. On doit sortir du modèle bas de gamme qui enferme les agriculteurs dans des prix qui les conduisent à la faillite. Nos produits vendus pas cher nous coûtent de l'argent par ailleurs. On est obligés de payer des plans algues vertes, des traitements de l'eau plus coûteux, l'assurance maladie... Le modèle économique doit réintroduire toutes les externalités négatives.

Soutenez-vous les paysans qui font évoluer leurs pratiques culturales ?

Les couverts végétaux, les plans de fumure, une meilleure balance azotée, etc. sont intéressants. Surtout lorsque c'est le début d'une réflexion en vue d'un changement. Sinon, on voit ce que ça a donné avec les plans algues vertes : on ne sera sans doute pas prêts en 2027, comme on le souhaitait !

Mais tout ne doit pas reposer sur les seules épaules des agriculteurs. Les pollutions bactériennes qui ont pollué la rivière d'Etel sont humaines... Les consommateurs ont, aussi, leur responsabilité en faisant leurs achats.

Nous sommes pour un débat avec les agriculteurs. Et ils sont nombreux dans l'association. Nous ne sommes ni de doux rêveurs, ni des bobos parisiens, ni des Khmers verts. Nos idées ont progressé dans la société depuis 50 ans.

* « Bretagne, une terre sacrifiée » est programmée ce mardi 17 novembre, à 20 h 50, sur France 5.